

J'ai assisté au discours de politique générale du premier ministre, **un grand moment de communication !** Un calendrier enfin clairement défini, mais aucune piste de financement des dépenses nouvelles.

Les prélèvements obligatoires culminent à un taux historique de 45,3% de PIB, **nettement supérieur à la moyenne de la zone euro.**

La CSG a connu une hausse sans précédent, et les taxes sur le carburant ont explosé.

Le 24 avril dernier, le président de la République a fait de grandes annonces, sans pistes sérieuses de financement pour l'instant. Comment le gouvernement entend-t-il traiter **les priorités de notre pays ?**

Comment réduire

le déficit des caisses de retraites, de la Sécurité Sociale, du commerce extérieur ?

Comment compte-t-il répondre à

la crise sociétale que traverse la France

et aux difficultés des territoires en matière de santé, de sécurité, de services publics ?

Si je m'étais abstenue lors de la première déclaration de politique générale du premier ministre, j'ai cette fois-ci clairement voté contre **pour toutes les questions que j'ai énumérées, et qui restent sans réponse.**